



Déclaration de l'UNSA-Éducation

CSAD - 29 septembre 2023

Carte scolaire 1^{er} degré / ajustements de rentrée

Madame la Directrice Académique de Côte d'Or,
Mesdames messieurs les membres du CSAD,

1) Cet été a vu l'arrivée d'un nouveau ministre de l'Education Nationale. Nous ne pouvons que souhaiter la bienvenue à Mr Gabriel Attal et mais également exprimer notre inquiétude combien les défis qui l'attendent sont nombreux.

La présidence Macron en est déjà à 3 ministres en 5 ans. Multiplier les changements ne sert à rien si rien ne s'inscrit sur la durée. L'UNSA-Education rappelle par ailleurs que les décisions doivent se prendre rue de Grenelle et être annoncées rue de Grenelle. En effet, quand un président parle le plus souvent avant son ministre pour communiquer alors que rien n'est étudié : ni en amont, ni pendant la mise en place, ni même les années suivantes pour en voir l'efficacité ou non (ex : arrêt du dispositif PDMQDC du jour au lendemain), il y a de quoi être perplexe et désabusé. Que nous cache l'arrivée de monsieur Attal ? de nouveaux changements ? Visiblement, notre président s'est déjà empressé d'occuper toute la place en jouant déjà à saute-mouton avec son ministre... Décidément, on ne se refait pas...

2) Depuis plusieurs semaines, le Président et le gouvernement disent vouloir changer rapidement et concrètement le quotidien des Français. A l'entendre, l'École est une priorité où cela doit se matérialiser, qu'il s'agisse de soutiens renforcés, de remplacements de courte durée ou de la réforme de la voie professionnelle. Toutes ces nouvelles injonctions placent à nouveau les personnels au centre de cette mission, alors qu'en premier lieu leur quotidien n'est pas considéré, n'est pas compris. Eux aussi voudraient que leur quotidien change concrètement pour pouvoir se concentrer sur le sens de leurs métiers et en tirer satisfaction.

L'Unsa-Education rappelle par ailleurs son opposition au Pacte qui ne tient pas la promesse d'une revalorisation de 10% pour tous et toutes, qui va aggraver les inégalités femmes/hommes, dégrader massivement les conditions de travail des collègues et les conditions d'apprentissage des élèves en creusant les inégalités entre les écoles et les établissements et en créant des tensions au sein des collectifs de travail.

Sa mise en œuvre à marche forcée, dans un flou absolu, vient ajouter de l'absurdité à un dispositif déjà bancal et inéquitable.

Alors que la profession est mal rémunérée au regard du niveau de diplôme exigé, de la charge de travail et des conditions d'exercice, il est somme toute assez cynique d'instrumentaliser le réel besoin d'augmentation des rémunérations des personnels, impactés de plein fouet par le recul de leur pouvoir d'achat, pour mettre en œuvre

au sein de l'Éducation nationale le travailler plus pour gagner plus. Au lieu d'un travailler plus pour gagner plus, il s'agit plutôt de "s'épuiser plus pour gagner plus". Emmanuel Macron "ne se contente pas de diviser au sein de la société, il divise au sein des personnels de l'Éducation nationale, entre ceux qui vont accepter les missions du Pacte, de façon légitime, pour voir des salaires insuffisants s'élever un peu, et ceux qui ne pourront pas le faire".

3) Au mois de juin, le président de la République a profité de sa visite à Marseille sur les enjeux éducatifs locaux pour faire plusieurs annonces, notamment sur la durée des vacances d'été, qui ont surpris les acteurs du monde éducatif, et en tout premier lieu les représentants du personnel, alors que la réflexion sur ce sujet vient à peine d'être lancée dans un groupe de travail du Conseil Supérieur de l'Éducation.

Le temps scolaire est un sujet crucial et le président de la République a raison de souligner qu'il fait partie des leviers sur lesquels s'appuyer pour favoriser la réussite des élèves. D'ailleurs il faut bien travailler plus globalement sur la question du temps de l'enfant ou de l'adolescent. Il est vrai que le temps des élèves est long à l'échelle de la journée et court à l'échelle de la semaine, ce qui place la France dans le peloton de queue des pays européens pour le nombre de jours de scolarité. A qui la faute d'ailleurs, alors que le président élu en 2022 qui se préoccupe subitement du sujet est le même que le président qui, élu en 2017, était revenu sur la réforme des rythmes scolaires visant à allonger la semaine de cours en la faisant disparaître à coup de dérogation massive ?

Le temps scolaire est une problématique qui engage l'ensemble de la société, qui interroge l'éducation populaire et ses centres de loisirs, les collectivités territoriales qui organisent le temps périscolaire, qui questionne l'accès à des modes de garde sur tout le territoire, voire même la capacité des infrastructures touristiques et routières à encaisser des « flux humains », marronnier médiatique qui revient tous les ans lors des weekends de départ en vacances (surtout pour la zone parisienne). Il ne peut être réglé de manière péremptoire, au détour d'une interview, alors que 12 millions d'élèves et leurs parents, et un million de personnels en dépendent.

Alors, monsieur le président, n'engageons pas ce débat par le petit bout de la lorgnette : c'est le calendrier scolaire dans son ensemble qu'il faut considérer. C'est le calendrier de l'orientation, tout d'abord, où la reconquête du troisième trimestre nécessite de repenser les examens de fin du collège et du lycée général et technologique. C'est la dynamique des projets éducatifs territoriaux qu'il faut poursuivre pour permettre une prise en charge éducative de qualité pour les enfants, quelle que soit la taille des communes. C'est l'organisation des vacances à l'échelle nationale qu'il faut repenser, alors qu'elle n'est pas adaptée aux conditions climatiques.

Mais plus largement, c'est la méthode des petites annonces sur des politiques éducatives, qui méritent mieux, qu'il faut repenser. On n'aborde pas, au débotté, un débat sur les vacances scolaires à la fin juin, quand on respecte un tant soit peu des personnels surchargés par la préparation de la prochaine rentrée, déstabilisés par des annonces incohérentes et intempestives qui se multiplient depuis quelques semaines, si on prend au sérieux ce sujet crucial pour l'amélioration du service public d'éducation.

Pour cette rentrée, le président en a remis une petite couche sur ce thème. Il nous a concocté une belle annonce...de celles qu'il affectionne tout particulièrement en proposant de faire une rentrée vers le 20 août... pour les enfants en difficulté. S'occuper des enfants en difficulté une semaine n'aura pas une grande utilité. Le risque est grand que ces enfants vivent cela comme une punition et non comme une opportunité.

Pour l'Unsa-Education, la vraie solution est de baisser partout les effectifs par classe dans toutes les écoles pour que les enseignants puissent accorder le temps nécessaire à chaque élève et de doter convenablement les écoles avec des personnels RASED formés.

Comme toujours, les enseignants, et plus largement les membres de la communauté éducative, ne sont pas consultés. Résultat ? On prend le problème à l'envers, on fait croire qu'on agit en le disant haut et fort mais une semaine sur une année, c'est de la poudre aux yeux... !

4) Pour finir par une focale plus large, il semble que cette rentrée 2023 s'annonce particulièrement alarmante pour les salariés. Les premières pistes annoncées par le gouvernement pour la construction du projet de loi de finance ou de financement de la sécurité sociale confirment malheureusement ce sentiment. Le pouvoir d'achat et l'inflation restent une préoccupation majeure pour les travailleurs de notre pays.

Le changement climatique nous indique la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste. À toutes ces inquiétudes, force est de constater que les réponses du gouvernement sont pour le moins insuffisantes.

Par ailleurs, la colère contre la réforme des retraites est intacte et des milliers de travailleurs seront pénalisés par son application à marche forcée le 1er septembre.

C'est dans ce contexte que 8 organisations syndicales dont l'UNSA fait partie ont décidé, avec le mouvement syndical européen, d'appeler les travailleurs à une grande journée de mobilisations et de manifestations le 13 octobre prochain contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.

Nous vous remercions,